

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

Présidence de la République

Commission Nationale Anti-Corruption
(CONAC)

Tél. : 237 22 20 37 32 / 658 26 26 82/ 651 64 91 94

Ligne verte : 1517/ Fax : 237 22 20 37 30

B.P: 33 200 Yaoundé.



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

Presidency of the Republic

National Anti-Corruption Commission
(NACC)

WhatsApp : (237) 658 26 26 82

URL : [http : // www.conac.cm](http://www.conac.cm)

Mailto: info@conac.cm

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 0004 /AONO/PR/CONAC/CIPM/2025 DU 30 OCT 2025

**RELATIF A LA COUVERTURE D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE
ET FRAIS FUNERAIRES DES MEMBRES DU COMITE DE COORDINATION DE LA CONAC, DU
PERSONNEL ET LEURS FAMILLES**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Président de la Commission Nationale Anti-Corruption, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert relatif à la couverture d'une police d'assurance maladie et frais funéraires des Membres du Comité de Coordination de la CONAC, du personnel et de leurs familles, au titre des exercices 2026 et 2027.

2. Consistance des prestations

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Références (TDR), pièce N°5 du présent DAO. La période de couverture est de vingt-quatre (24) mois répartis comme suit :

- Tranche ferme : douze (12) mois, du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026 à minuit ;
- Tranche conditionnelle : Douze (12) mois du 1^{er} janvier 2027 au 31 décembre 2027 à minuit.

3. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est réservée à toutes les Compagnies d'Assurances de droit camerounais et installées au Cameroun, remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans les Etats membres de la Conférence Inter africaine des Marchés d'Assurances (CIMA), agréés par le Ministère des Finances et ne faisant pas l'objet de redressement, d'Administration provisoire ou de surveillance.

4. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront financées par les budgets de la Commission Nationale Anti-Corruption, exercices 2026 et 2027, pour un coût prévisionnel de 200 000 000 (deux cent millions) F CFA. La dotation budgétaire prévisionnelle annuelle est de cent millions (100 000 000) de francs CFA.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

6. Caution de soumission

Chaque Soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission assortie d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), d'un montant de quatre millions (4 000 000) de FCFA. Ladite caution doit être conforme aux termes de la Circulaire N°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de déconsignation ; de restitution et de réalisation des garanties dans les marchés publics

7. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Siège de la CONAC, sis au Palais des Congrès de Yaoundé, à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics, dès publication du présent Avis d'Appel d'Offres.

8. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables au Siège de la CONAC, sis au Palais des Congrès de Yaoundé, à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics, dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une **somme non remboursable de cent mille (100 000) FCFA** dans le compte N°3359880000189 ouvert à la BICEC, intitulé « **compte spécial CAS – ARMP** », représentant les frais d'achat du dossier.

9. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

L'absence à l'ouverture des plis de la caution de soumission, assortie d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

10. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies, ainsi qu'un exemplaire de la copie de l'offre financière, dite « offre témoin », devra parvenir à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics de la CONAC, au plus tard le 16 DEC 2025 à 13 heures précises, heure locale et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 0004 /AONO/PR/CONAC/CIPM/2025 DU 30 OCT 2025
RELATIF A LA COUVERTURE D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE
ET FRAIS FUNERAIRES DES MEMBRES DU COMITE DE COORDINATION DE LA CONAC, DU
PERSONNEL ET LEURS FAMILLES
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux temps.

L'ouverture des offres administratives et des offres techniques aura lieu le 16 DEC 2025 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la CONAC, au Palais des Congrès de Yaoundé.

L'ouverture des offres financières se fera par la même Commission au Palais des Congrès de Yaoundé, à une date ultérieure.

N.B : Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés, et ayant une parfaite connaissance du dossier, peuvent assister à cette séance d'ouverture.

12. Les critères d'évaluation

a) Les critères éliminatoires.

Les critères éliminatoires sont :

1. Absence de lettre d'intention de soumissionner timbrée
2. Dossier administratif incomplet ou non-conforme après expiration du délai de 48 heures prévu par la réglementation ;
3. Fausses déclarations, pièces scannées ou falsifiées ;
4. Présence d'information financière dans le dossier technique ;
5. Note d'évaluation inférieure à 80/100 points sur l'ensemble des critères essentiels ;
6. Absence de l'agrément du MINFI autorisant à exercer dans le secteur ;
7. Présence d'informations financières dans l'offre technique ;
8. Absence de CCAP et de TDR paraphés, signés, datés et cachetés à la dernière page, signature portant la mention "lu et approuvé" avec tampon, nom et qualité du signataire ;
9. Absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
10. Omission d'un prix unitaire quantifié
11. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales ;
12. Absence de la charte d'intégrité.

b) Les critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères suivants :

CRITERES	Notation (points)
1. Présentation générale de l'offre	03 points
2. Références générales du soumissionnaire.	06 points
3. Références du soumissionnaire dans les risques similaires au cours des trois (03) dernières années 2022-2023-2024 (Joindre première et dernière page du marché + le PV de recette/réception ou l'attestation de satisfecit)	12 points
4. Description détaillée des garanties offertes	10 points
5. Modalités de mise en jeu de la garantie	16 points
6. Moyenne de couverture des engagements réglementés (état C4 certifiés –exercice 2022-2023-2024)	18 points
7. Moyenne couverture de la marge de solvabilité (états c11 certifiés –exercices 2022-2023-2024))	20 points
8. Cadence de règlement des sinistres dans la branche similaire au cours des trois dernières années (états c110b- certifiés –exercices 2022-2023-2024))	12 points
9. Traité de réassurance dans la branche similaire en cours de validité	03 points
TOTAL	100 points

Les critères et sous critères sont répertoriés de façon détaillée, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

13. Attribution

L'attribution du marché sera faite au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante, suivant la formule : $ND = 0,8 NT + 0,2 NF$.

14. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

15. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, au siège de la CONAC, à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés de la CONAC.

16. Lutte contre la corruption et mauvaises pratiques

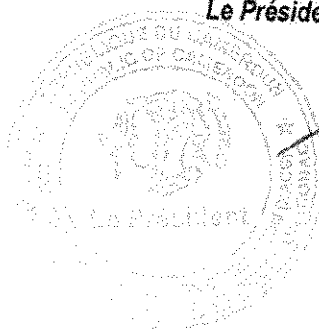
Pour toute dénonciation des faits, pratiques et actes de corruption ou tentative de corruption, bien vouloir saisir la CONAC au numéro d'utilité publique 1517, WhatsApp 658 26 26 82 et email info@conac.cm ou l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) par SMS ou appel à travers le numéro (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Fait à Yaoundé, le 30 07 2025

Le Président de la CONAC

AMPLIATIONS :

- Maître d'Ouvrage ;
- CIPM;
- MINMAP (pour information) ;
- ARMP
- Archives/Chronos
- Affichage



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

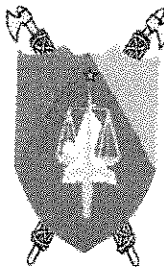
Présidence de la République

Commission Nationale Anti-Corruption
(CONAC)

Tél. : 237 222 20 37 32 / 658 26 26 82/ 651 64 91 94

Ligne verte : 1517/ Fax : 237 222 20 37 30

B.P: 33 200 Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

Presidency of the Republic

National Anti-Corruption Commission
(NACC)

WhatsApp : (237) 658 26 26 82

URL : [http : // www.conac.cm](http://www.conac.cm)

Mailto: info@conac.cm

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 0004 /ONIT/PR/CONAC/CIPM/2025
OF 30 OCT 2025 FOR HEALTH INSURANCE COVERAGE AND FUNERAL EXPENSES OF MEMBERS
OF THE COORDINATION COMMITTEE AND PERSONNEL OF THE NATIONAL ANTI-CORRUPTION COMMISSION
(NACC) AS WELL AS THEIR FAMILIES

1) Subject of the invitation to tender

The Chairman of the National Anti-Corruption Commission (NACC), Project Owner, hereby launches an Open National Invitation to Tender for health insurance coverage and funeral expenses of members of the coordination committee and personnel of the National Anti-Corruption Commission (NACC) as well as their families

2) Consistency of services and execution period

The services concerned are detailed in the Terms of Reference (TOR), Form 5 of this Tender File. The coverage period is 24 months distributed as follows:

- Fixed term: 12 months, from 1st January 2026 to 31st December, 2026 at midnight.

-Conditional term: 12 months, from 1st January 2027 to 31st December, 2027 at midnight.

3) Participation

Participation in this invitation to tender is open to insurance companies operating under Cameroonian law, and located in Cameroon. They must comply with laws implemented in member states of the Inter-African Conference on Insurance Markets (CIMA).

4) Funding

This Tender shall be financed by the 2026 and 2027 budgets of the National Anti-Corruption Commission at a provisional cost of 200 000 000 (two hundred million) CFA francs.

5) Method of submission

The submission method adopted for this consultation is offline.

6) Bid Bond

Each bidder must include in the administrative documents a bid bond of an amount of CFA 4 000 000 (four million) Francs, issued by a bank or an insurance company approved by the Minister in charge of Finance, accompanied by a consignment receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC). The said bond must conform to Circular N° 000014/C/MINMAP/CAB of 23 July 2025 on procedures for establishing, depositing, retaining, releasing, returning and enforcing guarantees in public contracts.

7) Consultation of Tender file

The Tender File may be consulted during working hours at the Internal Public Contracts Administrative Management Service of the National Anti-Corruption Commission, situated at the Yaounde Conference Centre, after publication of this notice

8) Acquisition of Tender File

The Tender File may be obtained during working hours from the Internal Public Contracts Administrative Management Service, NACC, situated at the Yaounde Conference Centre, upon publication of this notice and presentation of a payment receipt of a non-refundable sum of CFA 100 000 (One hundred thousand), payable in a BICEC Agency, account No.3359880000189 named "CAS-ARMP special account" representing the purchasing fee of the Tender File.

9) Eligibility of bids

To avoid bids being rejected, the required administrative documents must be provided as originals or certified copies from the issuing service, in accordance with the Special Regulations of the Call for Tenders. These documents must be dated within the last three months or have been issued after the Call for Tenders Notice was signed.

Failure to present the bid bond, issued by a bank or insurance company approved by the Ministry of Finance and accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC), at the opening of bids will result in outright rejection of the bid, with no room for appeal.

10) Submission of Bids

Each bid, drafted in English or French, in 7 (seven) copies including 1 (one) original and 6 (six) duplicates labelled as such, as well as a copy of the financial offer, known as the 'reference offer', must reach the NACC Internal Public Contracts Administrative Management Service no later than 16 DEC 2025 at 1 p.m. prompt, local time and should bear the following indication:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 000/10/25 ONIT/PR/CONAC/CIPM/2025
OF 30 OCT 2025 FOR HEALTH INSURANCE COUVRAGE OF MEMBERS OF THE COORDINATION
COMMITTEE AND PERSONNEL OF THE NATIONAL ANTI-CORRUPTION COMMISSION (NACC) AS WELL AS THEIR
FAMILIES
"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION"

11) Opening of Bids

The bids shall be opened in one phase, on 16 DEC 2025 as from 2 p.m. local time, by the Internal Public Contracts Administrative Management Service, situated at the Yaounde Conference Centre. The opening of financial bids shall be done at by the same Commission at a later date.

N.B.: Only bidders or their duly authorised representatives with perfect knowledge of the bid file may attend the bid opening session.

12) Evaluation Criteria

a. Eliminary criteria

The eliminary criteria are as follows:

1. Absence of a stamped letter of intent to tender;
2. Incomplete or non-compliant administrative file after the prescribed 48 hours;
3. False declarations or forged documents;
4. Presence of financial information in the administrative or technical file;
5. Technical score lower than 80 points on 100;
6. Absence of MINFI approval in the relevant branch;
7. Existence of financial information in the technical file
8. Absence of terms of references (ToR) and CCAPs signed on each page, dated, and sealed on the last page, with signature and bearing the handwritten statement "read and approved" with stamp, name and function of the signatory;
9. Absence or non-compliant bid bond.
10. Omission of unit price list.
11. Absence of a declaration of commitment to the social and environmental clauses
12. Absence of an integrity charter.

b. Essential criteria

The technical bids will be evaluated over one hundred (100) marks according to the following criteria:

Criteria	Marking (points)
1. General presentation of bid	03 points
2. General References of bidder	06 points
3. Specific References of the bidder in such for the three (03) years (2022-2023-2024) attach the first and the last pages of the contract + reception report or testimonial satisfaction	12 points
4. Detailed description of guarantees offered	10 points
5. Execution modalities of the guarantee	16 points
6. Average coverage of regulated commitments (certified C4 statement 2022-2023-2024 financial years)	18 points
7. Average coverage of solvency margin (certified C11 statement 2022-2023-2024 financial years)	20 points
8. Claim resolution status for the past three years (C10-b statement 2022-2023-2024 financial years)	12 points
9. Current reinsurance treaties in a similar branch	03 points
TOTAL	100 points

The Evaluation criteria and essential sub-criteria are detailed in the Special Tender Regulations (RPAO).

13) Award

The Project Owner shall award the Contract to the lowest bidder who presented the best offer according to the formula: $ND = 0.8 NT + 0.2 NF$.

14) Tender validity

Bidders shall remain bound by their bid for ninety (90) days with effect from their submission deadline.

15) Further information

Additional information may be obtained during working hours from NACC's Internal Public Contracts Administrative Management Service.

16) The fight against corruption and bad practices

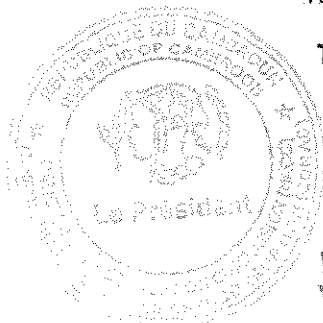
For any report on practices, facts, acts or corruption attempt, please contact NACC on 1517, 658 26 26 82 (WhatsApp), email info@conac.cm or report to the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) by SMS or on the following numbers: (+237) 676 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, the 30 07 2025

The Chairman of NACC

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP
- Project Owner,
- ICAC;
- Archive/File
- Notice Board



[Signature]
Prés. Dr. Dieudonné Mami Gams